TRADE Solutions BNP PARIBAS

INDE : LES INVESTISSEMENTS

Dans cette page : Les IDE en chiffres | Pourquoi choisir d'investir en Inde | La protection des investisseurs étrangers | Les procédures relatives à l'investissement étranger | Les terrains et les immeubles | L'aide à l'investissement | Les opportunités d'investissement | Les secteurs où les opportunités d'investissement sont moindres | Trouver de l'aide pour des informations complémentaires

Les IDE en chiffres

Selon le Rapport mondial sur l'investissement 2023 de la CNUCED, les entrées d'IDE ont atteint 49,3 milliards de dollars en 2022, en hausse de 10,3 % par rapport à l'année précédente, ce qui en fait le troisième plus grand pays hôte pour les projets greenfield annoncés et le deuxième pour les accords de financement de projets internationaux, ainsi que le huitième récipiendaire mondial de l'IDE. Parmi les plus grands projets greenfield, on trouve le plan de Foxconn (Taïwan) et de Vedanta Resources (Inde) visant à construire l'une des premières usines de puces en Inde pour 19 milliards de dollars et un projet de 5 milliards de dollars pour produire de l'urée à partir d'hydrogène vert par une coentreprise de TotalEnergies (France) et du groupe Adani (Inde). La même année, le stock total d'IDE s'élevait à 510,7 milliards de dollars, soit environ 15,1 % du PIB du pays. En termes d'IDE sortante, les entreprises multinationales indiennes (EMI) ont enregistré une baisse de 16 % des investissements sortants, totalisant 15 milliards de dollars. Néanmoins, il y a eu une augmentation notable des déclarations de projets greenfield par les EMI indiennes, atteignant 42 milliards de dollars, plus du triple des chiffres précédents. Parmi les projets greenfield significatifs, deux se distinguent dans le secteur des énergies renouvelables : le groupe Acme a annoncé des plans pour une installation de 13 milliards de dollars en Égypte visant à produire annuellement 2,2 milliards de tonnes d'hydrogène vert, tandis que ReNew Power a dévoilé des intentions d'établir une usine d'hydrogène vert de 8 milliards de dollars dans la zone économique du canal de Suez. Les données d'Invest India montrent que les entrées totales d'IDE dans le pays au cours de l'exercice 2022-2023 se sont élevées à 70,97 milliards de dollars, les entrées totales d'IDE en actions s'élevant à 46,03 milliards de dollars. Maurice (24 %), Singapour (23 %), les États-Unis (9 %), les Pays-Bas (7 %) et le Japon (6 %) se sont révélés être les cinq premiers pays pour les entrées d'IDE en actions en Inde au cours de la période ; tandis que le secteur des services (finance, banque, assurance, non-financier/entreprises, externalisation, R&D, messagerie, technologie. tests et analyses, autres - 16 %), les logiciels et matériels informatiques (15 %), le commerce (6 %), les télécommunications (6 %) et l'industrie automobile (5 %) étaient les principaux secteurs. Les cinq États qui ont reçu les plus grandes entrées d'IDE en actions au cours de l'exercice 2022-2023 étaient le Maharashtra (29 %), le Karnataka (24 %), le Gujarat (17 %), Delhi (13 %) et le Tamil Nadu (5 %).

Au cours des dernières années, l'Inde a mis en œuvre d'importantes réformes économiques structurelles visant à améliorer l'environnement des affaires. Ces réformes comprennent la libéralisation des restrictions sur les investissements étrangers, la mise à jour des lois sur la faillite et le travail, l'abolition de la fiscalité rétroactive et le remplacement des taxes frontalières par une taxe nationale sur les biens et services. Néanmoins, des mesures protectionnistes persistantes entravent l'expansion du commerce bilatéral et posent des défis aux producteurs indiens cherchant à s'intégrer dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. Ces mesures comprennent l'imposition de certains des droits de douane les plus élevés parmi les grandes économies, la promotion de la localisation de la fabrication pour favoriser l'"autosuffisance" et la mise en œuvre de normes et réglementations spécifiques à l'Inde qui excluent efficacement les biens et services étrangers. Les investisseurs mondiaux se concentrent généralement sur l'Inde principalement en raison de sa démographie, mais aussi pour ses baromètres stables, que ce soit l'inflation, le déficit budgétaire ou la croissance. Cependant, le pays a encore plusieurs lois restrictives sur les investissements étrangers, une bureaucratie excessive et un niveau élevé de corruption. Néanmoins, étant donné la démographie croissante de l'Inde et ses énormes marchés du commerce électronique et des technologies, l'activité dans les deux domaines devrait augmenter dans les prochaines années. L'IDE entrant en Inde est soumise soit à la "voie automatique" soit à la procédure d'examen de la "voie gouvernementale". La plupart des secteurs relèvent de la voie automatique, où les investisseurs étrangers n'ont qu'à notifier la banque centrale de l'Inde, la Reserve Bank of India (RBI), et à respecter les lois et réglementations domestiques applicables au secteur concerné. En revanche, les investissements dans certains secteurs sensibles, comme la défense, font l'objet d'un examen dans le cadre de la voie gouvernementale. Cela nécessite l'approbation préalable du ministère chargé du secteur concerné, ainsi que l'accord du DPIIT (Département de la promotion de l'industrie et du commerce intérieur). L'Inde se classe au 40e rang parmi les 132 économies du Global Innovation Index 2023 et au 126e rang sur 184 pays de l'Index de la liberté économique 2023.

Investissement Direct Etranger	2020	2021	2022
Flux d'IDE entrants *(millions USD)*	64.072	44.763	49.355
Stocks d'IDE *(millions USD)*	480.127	514.112	510.719
Nombre d'investissements greenfield*	411	459	1.008
Value of Greenfield Investments (million USD)	22.750	16.374	77.946

Source : UNCTAD, Dernières données disponibles.

*Note : * Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère.*

LES FLUX D'IDE PAR PAYS ET PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Les pays investisseurs	Année fiscale 2020/21 (avril 2020-mars 2021), en %
Ile Maurice	28,0
Singapour	22,0
Etats-Unis	8,0

Les pays investisseurs	Année fiscale 2020/21 (avril 2020-mars 2021), en %
Pays-Bas	7,0
Japon	7,0
Royaume-Uni	6,0
Allemagne	2,0
Emirats Arabes Unis	2,0

Les secteurs investis	Année fiscale 2020/21 (avril 2020-mars 2021), en %
Secteur des services (y compris les services financiers, bancaires et d'assurance)	16,0
Logiciels et matériel informatiques	13,0
Construction	10,0
Télécommunications	7,0
Commerce	6,0
Industrie automobile	5,0
Produits chimiques	3,0

Source : Département de promotion et de politique industrielle, Ministère du Commerce et de l'Industrie , Dernières données disponibles.

Les formes de sociétés préférées par les investisseurs	Partenariat.
Les formes d'établissements préférés par les investisseurs	Société en participation
Les principaux investisseurs	L'Inde est un pays favorable aux investissements et a attiré l'attention de grandes organisations multinationales, telles que Vodafone, Amazon, Unilever, Samsung, Adidas, Lotte, DHL, Mercedes-Benz, Toyota, Garnier, Panasonic, LG, Microsoft, IBM, Nestlé, Coca-Cola, etc.
Les sources statistiques	Ministère des Finances Département de la politique et de la promotion industrielle Fondation pour l'équité des marques indiennes

Pourquoi choisir d'investir en Inde

Les points forts

- L'Inde dispose d'un régime démocratique fortement enraciné et très efficace, ce qui assure un environnement politique serein et stable.
- L'Inde a une administration bien développée et un système judiciaire indépendant, ainsi qu'un vaste territoire, faisant du pays une mine d'or en terme de ressources naturelles.
- La main-d'œuvre y est instruite, dévouée et qualifiée (ingénieurs, personnel de gestion, comptables ou encore avocats).
- Avec une classe moyenne en pleine expansion, l'Inde dispose avant tout d'une base de consommateurs immense, ce qui en fait l'un des plus grands marchés mondiaux de produits manufacturés et de services.
- En outre, l'Inde offre la proximité des principaux sites de fabrication, des fournisseurs clés comme la Chine et des coûts de développement globalement peu élevés. Ces facteurs en font une base efficace à partir de laquelle les sociétés qui y sont implantées peuvent exporter vers d'autres marchés émergents à forte croissance, comme les Émirats arabes unis.
- Enfin, selon Transparency International les entreprises indiennes figurent en tête du classement des multinationales des marchés émergents en termes de transparence et de conformité.

Les points faibles

- Les incertitudes persistantes concernant la province du Cachemire
- Un manque criant d'infrastructures se fait sentir et ralentit le développement de ce pays-continent.
- De même, la lourdeur et la lenteur des procédures administratives au niveau fédéral rendent compliquée l'exécution de toute réforme économique.
- L'immensité de son territoire fait de l'Inde un pays vulnérable aux catastrophes naturelles qui peuvent à tout moment paralyser un pan entier de l'économie nationale.
- L'Inde est également confrontée à des problèmes liés à la corruption (en particulier au niveau fédéral) et à des pressions politiques, selon le parti au pouvoir, tant au niveau régional que national.

- Enfin, la réglementation du travail reste rigide et parmi les plus complexes au monde.

Les mesures mises en place par le gouvernement	Le gouvernement de l'Inde fournit des incitations fiscales et non fiscales aux investissements dans des secteurs spécifiques (par exemple l'électronique) et dans certaines régions (région du Nord-Est, Jammu-et-Cachemire, Himachal Pradesh et Uttarakhand). Il a également créé des incitations pour les entreprises manufacturières dans les zones économiques spéciales (SEZ), les zones nationales d'investissement et de fabrication (NIMZ) et les unités orientées vers l'exportation (EOU). De plus, le gouvernement de chaque État a sa propre politique, fournissant des incitations supplémentaires à l'investissement, y compris des prix fonciers subventionnés, des taux d'intérêt intéressants sur les prêts, des tarifs réduits sur l'approvisionnement en électricité, des avantages fiscaux, des prêts à moyen et à long terme pour de nouveaux projets, etc. Le gouvernement a récemment assoupli la politique d'IDE dans divers secteurs par des mesures telles que l'augmentation de la limite des investissements étrangers, l'assouplissement des conditions d'investissement et la mise en place de nombreux secteurs sur la « voie automatique » (par opposition à la « voie gouvernementale », qui nécessite l'approbation de la Commission de promotion de l'investissement étranger). Des réformes visant à assainir le système bancaire ont été mises en œuvre, mais elles demandent du temps et risquent d'impacter l'offre de crédit. Par ailleurs et si le déficit fiscal et la dette publique restent importants, le gouvernement a entrepris des mesures pour les réduire. La plus remarquable de ces initiatives est l'instauration de la GST (Good and Services Tax), qui vise à doper les recettes fiscales et à rendre l'économie plus compétitive à long terme. Les secteurs qui ont profité de la détente comprennent l'immobilier, les banques privées, la défense, l'aviation civile, la vente au détail de marque unique et des journaux télévisés. Afin de positionner l'Inde comme un centre mondial pour la conception et la fabrication de systèmes électroniques (ESDM) et de faire avancer la vision de la politique nationale sur l'électronique (NPE) 2019, trois programmes, à savoir le programme d'incitation lié à la production (PLI), le programme de promotion de la fabrication de composants électroniques et de semi-conducteurs (SPECS) et le programme de grappes de fabrication électronique modifiées (EMC 2.0) ont été notifiés. Pour plus d'informations, consultez le site web de Invest India, l'Agence officielle de promotion et de facilitation des investissements du gouvernement de l'Inde.

La protection des investisseurs étrangers

Les conventions bilatérales d'investissement signées par l'Inde	Des traités bilatéraux d'investissement ont été signés avec le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne, le Canada, la Malaisie et l'île Maurice. La CNUCED vous permet de visualiser la liste des conventions signées par l'Inde.
Les controverses enregistrées auprès de la CNUCED	Le Navigateur ISDS contient des informations sur les cas d'arbitrage international connus, engagés par des investisseurs contre des États en vertu d'accords internationaux d'investissement. L'Inde est impliquée dans 8 affaires en tant qu'État d'origine du demandeur et dans 25 affaires en tant qu'État défendeur.
Les organismes offrant leur assistance en cas de désaccord	ICCWBO , Cour internationale d'arbitrage, Chambre de commerce internationale ICSID , Centre international pour le règlement des disputes d'investissement
Membre de l'Agence Multilatérale de Garantie des Investissements (MIGA)	L'Inde est membre de la convention MIGA.

Comparaison internationale de la protection des investisseurs	Inde	Asie du sud	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	8,0	5,8	7,0	5,0
Index de responsabilité des managers**	7,0	5,0	9,0	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	7,0	7,4	9,0	5,0

Source : The World Bank - Doing Business, Dernières données disponibles.

Les procédures relatives à l'investissement étranger

La liberté d'établissement	Garantie, avec quelques exceptions.
La réglementation concernant les prises de	La propriété étrangère des sociétés indiennes est régie par les règles de gestion des devises (instruments autres que des titres de créance) de 2019 (réglementation sur les investissements

participation	étrangers). Le gouvernement a progressivement libéralisé les dispositions relatives aux investissements étrangers. La réglementation actuelle sur les investissements étrangers permet des investissements étrangers à 100 % dans la plupart des secteurs ouverts aux investissements privés en Inde (voie automatique). Toutefois, certains secteurs nécessitent l'approbation préalable du gouvernement avant qu'un investissement étranger puisse être réalisé, ou dans lesquels une participation étrangère inférieure à 100 % est autorisée (voie gouvernementale).
Les obligations de déclaration	Les fusions et les acquisitions sont en général gouvernées par la législation sur les sociétés de 1956 et la législation spécifique au secteur.
L'organisme auprès duquel déclarer l'investissement	Département de la promotion et de la politique industrielle
Demande d'autorisation spécifique	Certains investissements étrangers peuvent nécessiter l'approbation préalable du gouvernement (voie gouvernementale), comme les IDE dans le secteur de la défense (soumis à une autorisation de sécurité et aux directives du ministère de la défense), le secteur de la presse écrite, les agences de sécurité, le secteur des services de télécommunications (soumis aux conditions d'autorisation et de sécurité spécifiées de temps à autre par le département des télécommunications du ministère des communications), le secteur du commerce de détail multimarques, le secteur des produits pharmaceutiques industriels.

Les terrains et les immeubles

Les solutions temporaires	Bureaux, salles d'exposition, entrepôts, locaux industriels. Rendez-vous sur les sites Internet de Eay Offices et WeWor pour avoir plus d'informations.
La possibilité d'acheter un terrain ou un bâtiment industriel ou commercial	Il existe certaines restrictions à la propriété ou à l'occupation étrangère de biens immobiliers en Inde. Pour plus d'informations, cliquez ici.
Les risques d'appropriation	Il y a eu quelques cas d'expropriations directes depuis les années 70. L'Inde a conclu de nombreux accords bilatéraux d'investissement avec divers pays. Ces accords contiennent des protections réciproques visant à encourager, promouvoir et protéger les investissements sur le territoire de l'autre pays par les entreprises basées dans l'un ou l'autre pays.

L'aide à l'investissement

Les formes d'aide	Plusieurs mesures et incitations, pour attirer les investissements dans le pays : Exonération fiscale temporaire, faveurs fiscales, importations de biens d'équipement à des droits de douane de faveur, Zones économiques spéciales, accords de protection des investissements bilatéraux avec les pays qui investissent, etc.
Les domaines privilégiés	Energie, ports, autoroutes, électronique, logiciels, R. et D. scientifique, production d'équipement pour les économies d'énergie, la protection environnementale et le contrôle de la pollution.
Les zones géographiques privilégiés	Les zones économiques spéciales (ZES) en Inde sont des zones qui offrent des incitations aux entreprises résidentes. Les ZES offrent généralement des infrastructures compétitives, des exportations en franchise de droits, des incitations fiscales et d'autres mesures destinées à faciliter la conduite des affaires. Les entreprises situées dans les zones économiques spéciales (ZES) peuvent bénéficier d'une exonération de l'impôt sur le revenu pendant dix ans (100 % d'exonération les cinq premières années et 50 % les cinq années suivantes) sur les bénéfices tirés des exportations l'année où l'unité commerciale commence sa production ou son activité.
Les zones franches	Consultez la liste des Zones économiques spéciales (SEZ) en Inde.
Organismes d'aides publiques et de financement	Industrial Development Bank of India (IDBI) Power Finance Corporation Limited Credit Guarantee Fund Trust for Micro and Small Enterprises (CGTMSE) Export-Import Bank of India Indian Renewable Energy Development Agency Ltd. Asian Development Bank The World Bank Multilateral Investment Guarantee Agency International finance Corporation

Consultez French Desk pour trouver les banques et les sociétés d'assurances prêtes à vous accompagner en Inde.

Les opportunités d'investissement

Les secteurs économiques clés	Il existe 12 secteurs champions : le mobilier modulaire, les jouets, la transformation alimentaire comme les aliments prêts à consommer, les produits agrochimiques, les textiles comme les fibres synthétiques, les climatiseurs, les biens d'équipement, les produits pharmaceutiques et les composants automobiles Le secteur des services est de loin le plus dynamique en Inde. Il représente 48,9% du PIB. L'Inde est la quatrième puissance agricole du monde. L'agriculture représente 18,3% du PIB et emploie 43% de la population active (Banque mondiale). Le pays est également le quatrième producteur de charbon au monde. Dans l'industrie manufacturière, le textile joue un rôle prédominant. L'industrie chimique est le deuxième secteur industriel et contribue à hauteur de 3% à l'industrie chimique mondiale. Enfin, les secteurs des nouvelles technologies (logiciels) et des télécommunications sont en plein essor. L'Inde est la première destination mondiale en matière de BPM, qui représente 8% du PIB indien (Invest India). Pour plus d'informations, consultez le site Invest India.
Les secteurs à fort potentiel	Services aéroportuaires, manutention au sol, ordinateurs et périphériques, services éducatifs, énergie électrique, équipement de transmission, transformation alimentaire, machines-outils, équipement médical, équipement pour la mine et le traitement des minerais, machinerie pour champs de pétrole et de gaz, équipement de contrôle de la pollution, sécurité, équipements de télécommunications, machineries textiles, eau, énergies renouvelables, infrastructures et services urbains (accès à l'eau, traitement des déchets), électricité, cosmétiques, et produits de luxe.
Les programmes de privatisation	L'Inde a privatisé, en partie, son important secteur public : télécommunications, infrastructures publiques, aéroports, ports, etc.
Les appels d'offres, les projets et les marchés publics	Banque asiatique de développement, Appels d'offres en Asie DgMarket, Appels d'offres dans le monde

Les secteurs où les opportunités d'investissement sont moindres

Les secteurs monopolistiques	Le gouvernement exerce un contrôle par le biais de restrictions sectorielles sur les investissements étrangers dans des secteurs sensibles, tels que la défense et les médias, mais aussi les chemins de fer, la production et la distribution d'électricité (bien qu'elle soit lentement privatisée actuellement), l'assurance vie et médicale (bien qu'elle s'ouvre aussi lentement), la fabrication d'armes, les explosifs, l'énergie atomique et l'aérospatiale. En outre, les investissements étrangers en Inde sont interdits dans les secteurs ou activités suivants: les loteries, les jeux et paris, les fonds de chit, les sociétés de nidhi, le commerce de droits d'aménagement transférables, les activités immobilières ou la construction de fermes, la fabrication de cigares, de chérubins, de cigarillos et de cigarettes, de tabac ou de produits de substitution du tabac, les activités ou secteurs qui ne sont pas ouverts aux investissements du secteur privé, tels que l'énergie atomique et l'exploitation ferroviaire, la collaboration technologique étrangère sous quelque forme que ce soit, y compris l'octroi de licences pour des franchises, des marques commerciales et des noms de marque. Les contrats de gestion sont également interdits pour les entreprises de loterie et les activités de jeu et de paris.

Trouver de l'aide pour des informations complémentaires

Les agences d'aide à l'investissement	INVEST INDIA (Agence nationale de promotion et de facilitation des investissements) Portail sur la facilitation de l'investissement étranger (Ministère du commerce et de l'industrie) Département de la promotion de l'industrie et du commerce international
Les autres ressources utiles	Fondation pour l'équité de la marque en Inde (IBEF) Ministère des Finances Ministère du commerce et de l'industrie
Les guides de l'investisseur	Guide commercial de l'Inde (Le Département du commerce des États-Unis) Guide pour faire des affaires en Inde (RSM) Rapport *Doing Business in India* (UK India Business Council) Guide des taxes indiennes, Deloitte (en anglais) Faire des affaires en Inde - UHY (en anglais)

Contactez l'équipe BNPP Trade Development pour trouver un expert prêt à vous accompagner en Inde.

Consultez French Desk pour trouver les agences de développement économique prêtes à vous accompagner en Inde.

© eexpand, Tous droits de reproduction réservés.
Dernières mises à jour en Mars 2024